

L'INTERMEDE DE TOURS

29 mai : Une nouvelle que le président du Conseil a annoncé lui-même a jeté la consternation dans les milieux politiques : le roi des Belges a « trahi », manqué à la parole qu'il avait donnée aux Alliés. Son armée a capitulé ; lui-même a été fait prisonnier.

Et il semble bien aussi que le plan ambitieux de Weygand ait échoué. L'attaque lancée pour stopper les blindés allemands a été trop tardive. Quand elle a été déclenchée, les blindés avaient atteint la Manche. Le général en chef a donc replié le gros de ses forces afin de pouvoir engager sur la Somme une nouvelle bataille. Il faudra plusieurs jours avant qu'on en connaisse le résultat. Si elle est perdue, on devra sans doute négocier avec l'ennemi. Du moins, est-ce l'avis du général Georges qui a son quartier général à la Ferté-sous-Jouarre. Varenne vient de me le confirmer.

29 mai : Malgré l'activité presque fébrile de Weygand, Mandel soupçonne que le général, influencé par Pétain, commence à se rallier à la thèse de l'armistice :

— Un armistice dont Hitler violerait les clauses, car on ne peut négocier avec un homme sans foi et sans honneur.

Tel est l'avis aussi de Paul Reynaud.

3 juin : L'incertitude qui régnait encore sur le déroulement du plan Weygand a pris fin. Certes, le rembarquement des troupes de Dunkerque a été une réussite : 300 000 hommes, dont un tiers de Français ont été transportés, sains et saufs, en Angleterre ; mais beaucoup de matériel et beaucoup de soldats ont été capturés ; la bataille de la Somme n'est pas encore perdue, mais nos armées vont supporter seules, maintenant, la pression d'un ennemi dont les forces sont à peine entamées.

J'ai été fâcheusement impressionné, ce lundi matin, en entendant la Radio allemande se gausser des Parisiens qui, afin de jouir du beau temps, s'en étaient allés passer la journée à la campagne : « Vous avez bien fait de profiter de votre dernier dimanche. »

Où serons-nous lundi prochain ? L'angoisse est d'autant plus lourde que le bombardement aérien qui a eu lieu vers midi, a touché durement le quartier d'Auteuil. On a dénombré 250 morts et plus de 600 blessés. Ces chiffres n'ont pas été publiés.

4 juin : Remaniement du ministère. Daladier est définitivement écarté — certains disent expulsé — du gouvernement. Paul Reynaud détiendra désormais les deux portefeuilles de la Guerre et des Affaires Etrangères, assisté dans ce dernier poste par Baudoin promu secrétaire d'Etat, et, à la Guerre, par le colonel de Gaulle, lui aussi nommé secrétaire d'Etat et général de brigade à titre temporaire (distinction à laquelle Weygand n'a consenti, contre le gré de Pétain, que pour faire plaisir au président du Conseil). Enfin Frossard passe aux Travaux Publics et se voit remplacé par M. Jean Prouvost, le bailleur de fonds de *Paris-Soir* et de *Marie-Claire*.

Quant à Monzie, il est évincé ; Mandel avait depuis longtemps signalé son opposition de principe à la guerre. Sarraut et Lamoureux ont subi le même sort. Mandel m'a dit, ce soir, comme je lui présentais un article destiné à *la Petite Gironde* :

— Nos efforts pour ranimer le courage des Français se sont heurtés à un défaitisme d'en haut, qui a gagné une partie du gouvernement.

Comme il ne peut mettre en accusation d'anciens ministres, il vient donc de publier un communiqué annonçant l'arrestation de quatre agents de l'Allemagne : Robert Fabre-Luce, Serpeilles de Gobineau, tous deux connus depuis longtemps pour être des mystiques du racisme, Charles Lesca et Alain Laubraux, rédacteur de *Je suis Partout*. Ceux-ci me paraissent

beaucoup plus dangereux que les deux premiers, car ils ont déjà fait leurs preuves d'activisme au temps de la Cagoule.

Le directeur de la Sûreté aurait voulu arrêter aussi Robert Brasillach. Mandel qui se souvient de l'avoir aperçu dans le bureau de Massis m'a demandé mon avis. J'ai dit que Brasillach pouvait bien être, intellectuellement obsédé par l'idéologie hitlérienne, mais que, sincèrement patriote, il me paraissait incapable d'aucun acte préjudiciable à son pays. Mandel a accepté mon explication ; il a ajouté, toutefois, d'un ton très sec :

— Je veux espérer que vous ne vous trompez pas...

Je soupçonne que ces arrestations, et quelques autres, ont surtout pour objet, dans sa pensée, de rassurer l'opinion qui veut voir partout des traîtres et aussi d'équilibrer les mesures qu'on envisage contre les communistes, dont le parti vient d'être dissous : On lui reprochait des actes de sabotage dans les usines d'armements et des tentatives pour débaucher les ouvriers.

6 juin : Les griefs contre les communistes ne semblent pas sérieusement fondés. En tout cas, le ministre, après avoir un peu hésité, a renoncé à emprisonner leurs chefs, peut-être pour ne pas déplaire au gouvernement soviétique, mais plus encore pour une raison personnelle :

— Je ne veux pas passer pour être un nouveau Monsieur Thiers. Je ne me déciderai jamais à fusiller les travailleurs...

J'ai pensé à sa formule de l'an dernier : « Gouverner, c'est révoquer, emprisonner, fusiller. » Cela m'a fait souvenir d'un mot que l'on prête à Ribot : « Appuyons-nous fermement sur nos principes ; ils finiront bien par plier. »

8 juin : La bataille de la Somme est perdue. Certes, la résistance de nos troupes a été honorable, leurs pertes sont lourdes. Les blindés allemands n'en ont pas moins percé et sont arrivés sur la basse-Seine. Ils menacent Rouen. La débacle est proche. Les préfets des régions occupées par l'ennemi, ou qui sont près de l'être, perdent la tête.

Ce matin, comme le ministre était au Conseil, j'ai reçu plusieurs coups de téléphone de préfets que le standard dirigeait, un peu au hasard, vers les membres du cabinet. L'un d'eux a demandé s'il était nécessaire de faire sauter les ponts. Désireux de ne prendre aucune responsabilité, j'ai répondu qu'il lui appartenait de juger sur place de la situation et de décider lui-même. Peu après, un de ses collègues a voulu savoir s'il devait

faire « sucrer » les postes d'essence. Je l'ai prié d'attendre le retour du ministre avant de prendre une mesure qui pouvait être plus nuisible aux Français qu'aux Allemands. Et j'ai décroché l'écouteur lorsqu'un troisième fonctionnaire m'a prié de lui dire s'il ne lui serait pas reproché d'avoir favorisé l'exode de ses administrés. Comment ne pas hésiter ! A moins de faire sienne la politique de la « terre brûlée », il vaudrait mieux conseiller aux gens de rester chez eux, l'ennemi n'ayant pas nécessairement l'intention de les massacrer. Ainsi les routes seraient dégagées et les convois militaires pourraient circuler.

9 juin : J'ai quitté Paris, ce matin. Ce départ avait été décidé brusquement, la veille. Le gouvernement devant gagner Tours prochainement, on se préoccupe de trouver des logements pour les services des ministères, et j'ai été chargé de ce soin.

Ma secrétaire m'accompagne avec sa petite voiture. Vers 10 heures, nous sommes sortis de l'Intérieur. Nous avons contourné l'Élysée où tout paraissait dormir. Puis, sous un soleil éclatant, nous avons descendu le Cours-la-Reine, en direction de la place de la Concorde, afin de gagner les quais. Ma compagne et moi nous nous taisons. A l'idée d'abandonner Paris, peut-être pour longtemps, la tristesse m'étreint. Je ressens plus fortement que je ne l'aurais cru les liens qui m'attachent à cette ville où j'ai l'impression, après vingt ans de séjour, d'être né une seconde fois.

Peu après la porte d'Orléans nous avons été pris dans une cohue de voitures, d'où il a été bientôt impossible de se dégager. Sensation pénible d'être réduits à l'état d'objets, ballottés, heurtés. Des odeurs mêlées montent de ces colonnes de véhicules, souvent immobiles, d'où s'élèvent, tantôt des plaintes, tantôt des cris d'impatience.

Le flot n'a commencé à s'écouler à la vitesse d'un homme au pas, qu'à partir de Melun. Et c'est au sortir de cette ville que la chance nous a souri. Sur notre gauche, nous avons découvert une route qui va à Tours, en passant par Le Mans, une route à peu près déserte, réservée aux voitures officielles, dont l'accès était interdit par un double barrage de gendarmes. Après avoir montré notre sauf-conduit nous nous y sommes engouffrés.

Enfin nous respirons. Nous avons reconquis notre liberté.

10 juin : Notre arrivée à Tours a été marquée par un incident burlesque. Après avoir erré longtemps à travers la ville, noyée dans une obscurité presque totale, ébranlée par les bombardements aériens, nous avons fini par découvrir le Grand-Hôtel. Le concierge, auquel j'ai demandé une chambre, m'a répondu qu'il venait de louer les trois dernières à M. Bernstein, l'illustre auteur dramatique. Celui-ci, vêtu d'un somptueux pyjama de soie, trônait en ce moment au milieu d'une couronne de jolies femmes, assises à ses pieds sur le tapis. Va-t-il consentir à nous céder un des appartements qu'il occupe indûment ? Sur son refus, le directeur survient et joint ses instances aux miennes. Inutilement. Sûr de son droit, enfant gâté du régime, le grand homme de théâtre maintient ses prétentions. Pour nous tirer d'affaire, je ne puis qu'en référer au préfet qui me donne aussitôt satisfaction. Piqué au vif par cet échec, subi en présence de sa petite cour d'admiratrices, M. Bernstein exige impérieusement une réparation par les armes. Il faudra que le préfet intervienne une seconde fois pour qu'il admette de remettre à plus tard un duel qui n'aurait, sans doute, pas tourné à mon avantage, car, malgré son âge avancé, mon adversaire est réputé pour s'exercer, chaque jour, à l'épée, sur la terrasse de sa maison.

Quand cette petite comédie a été terminée, je ne me suis pas senti moins ridicule que lui.

12 juin : Nos recherches de logements sont terminées. Pour le ministère de l'Intérieur, nous avons retenu le château de Veretz, proche de Tours. C'est une assez belle construction. L'ameublement en est cosu, quoique désuet : Un luxe pompeux, mais assez peu de confort. Ce qui nous a décidé, ce sont les caves creusées à côté du bâtiment principal, protégées par une épaisse calotte de gazon et qui pourraient servir d'abris... Un seul inconvénient : La maison est mal chauffée, ce qui m'a laissé d'abord hésitant car Mandel, très frileux, réclame un feu de bois supplémentaire, même dans la saison chaude. Si j'ai passé outre, toutefois, c'est parce que je crois de moins en moins à la possibilité de tenir longtemps dans cette ville où l'armée allemande entrera quand elle le voudra. Dès lors, notre mission ne me paraît plus qu'une dérision.

12 juin : L'arrivée, ce matin, de Paul Reynaud et de Charles de Gaulle est passée presque inaperçue. Elle m'a été confirmée

par un des secrétaires du président du Conseil. Partis la veille, dans la nuit, les deux hommes s'étaient d'abord rendus à Briare où Weygand et Georges venaient de replier leur quartier-général ; les autres ministres sont partis par petits groupes, selon leurs affinités. Mandel n'arrivera, sans doute, qu'avec un peu de retard car, avant de partir, il a cru bon d'inviter les conseillers municipaux de Paris à quitter la capitale. Il craignait — il l'avait déjà dit — que les édiles ne soient tentés de constituer un gouvernement provisoire.

XX

MANDEL PRESSENTI PAR CHURCHILL

13 juin : Comme je m'en étais douté, Mandel a refusé de s'installer au château de Veretz. Ministre de l'Intérieur, il a jugé qu'il était préférable de siéger en permanence à la préfecture, afin d'affirmer, en sa personne, la continuité du gouvernement. Dans la pièce qu'il occupe au rez-de-chaussée, il a commencé, sans désespérer, à recevoir les parlementaires qui ont suivi le gouvernement et auxquels il a déclaré qu'il ne quitterait pas son bureau, même pour dormir. Comme il le fit vingt ans plus tôt, quand il était chef de cabinet de Clemenceau, il couchera sur place, prêt à répondre aux appels qui lui viennent des régions encore non occupées.

A Veretz logeront donc uniquement quelques membres de son cabinet civil et militaire, parmi lesquels j'ai été heureux de retrouver le capitaine de vaisseau Jozan, hardi compagnon toujours de bonne humeur, qui pratiqua, un des premiers, les vols en piqué. Dans notre demi-désœuvrement, je prends plaisir aussi à m'entretenir avec l'acteur Pierre Blanchard qui nous a demandé asile. Vers 10 heures, j'ai pu, toutefois voir un instant le ministre qui arborait son visage des mauvais jours. Il s'est un peu détendu, et ses yeux ont pétillé de cette ironie gouailleuse qui restitue à ses traits une sorte de trouble jeunesse, lorsque je lui ai parlé de l'algarade de Bernstein, et, en général, des prétentions d'une foule « d'émigrés » qui cherchent à reconstituer dans cette capitale provisoire un « Tout-Paris » où se coudoient hommes politiques, gens d'affaires et gens de théâtre, dont quelques-uns ne dépareraient pas les romans de Marcel